

## TÉLÉDÉTECTION

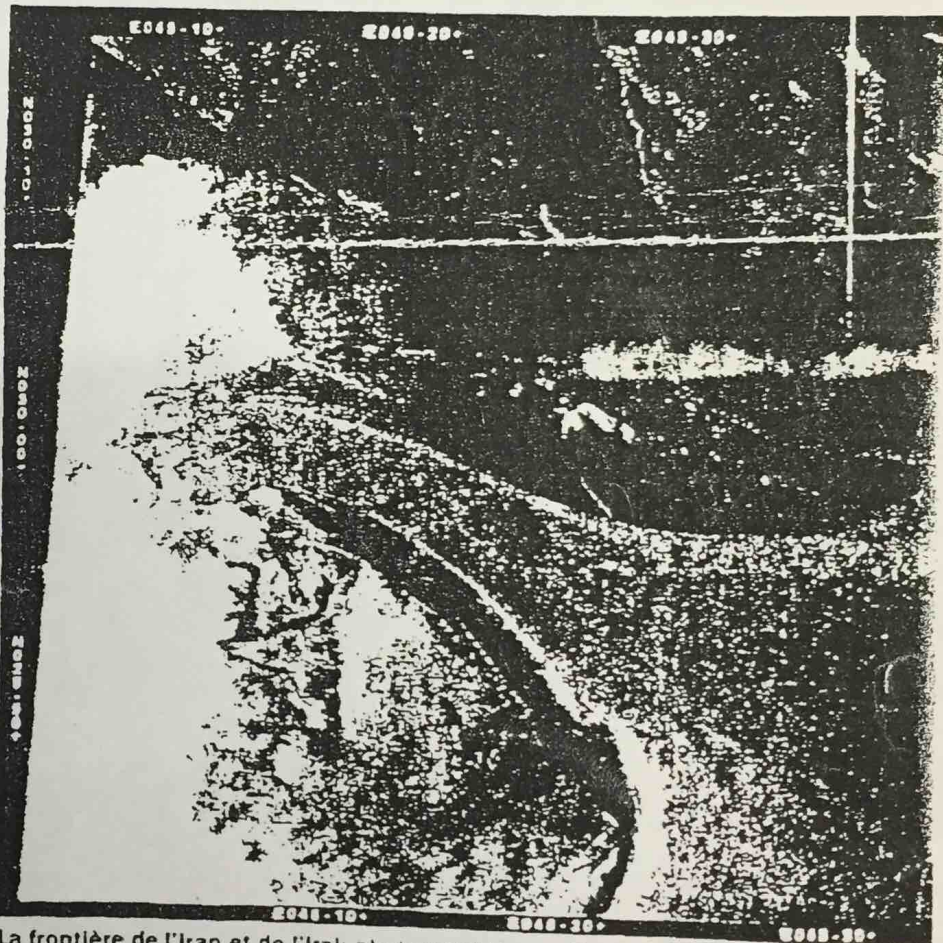
# Satellites : des espions en civil

*Américains, Soviétiques et Français mettent sur le marché des photos de plus en plus précises. Que rien n'empêche d'exploiter à des fins stratégiques. Les militaires s'en inquiètent.*

**S**ilencieux, invisibles, les satellites civils de télédétection mettent la Terre sous haute surveillance. Ce qui ne manque pas d'inquiéter les militaires... Lancé en 1972, le premier d'entre eux, l'américain Landsat 1, pouvait repérer des objets d'une dimension de 100 mètres. Depuis, la limite est descendue à 30 mètres pour Landsat 5, et à 10 mètres pour le français Spot, en service depuis février 1986. Aujourd'hui, les Soviétiques proposent, avec le Soyuz Karta, des images dont la résolution atteint 5 ou 6 mètres.

Toutes ces photos sont en vente libre, et les firmes Eosat et Spotimage, qui exploitent respectivement Landsat et Spot, se livrent même à une compétition féroce. Or Spot, par exemple, a des performances équivalant à celles de Samos, le premier satellite militaire américain, lancé par les Etats-Unis en 1961 ! Cette situation pourrait mettre en péril la sécurité nationale, déclarait récemment le général Jack Thomas, consultant auprès du secrétaire américain à la Défense.

Car, si l'utilité de ces images pour l'exploitation des ressources terrestres est évidente, leur intérêt stratégique ne l'est pas moins. Certains n'hésitent pas à parler de « trafic ». L'Américain Peter Fend, fondateur d'Ocean Earth Construction and Development Corp., une société privée spécialisée dans le traitement et l'interprétation des images des satellites Spot et Landsat, accuse : des photos satellite principal champ de bataille de la Terre Iran-Irak ont été transmises pudiquement aux Iraniens en octobre dernier. Fend met en cause deux de ses associés, Ingo Gunther, et surtout, un fonctionnaire de l'Onu, Iqbal Riza, directeur du bureau des sous-secrétaires généraux pour les affaires politiques spéciales.



La frontière de l'Iran et de l'Irak photographiée par Spot.

De quoi s'agit-il ? Fend affirme avoir transmis à l'Onu des documents pour la convaincre de faire appel à sa société pour une surveillance par satellite d'un éventuel cessez-le-feu. Le dossier décrivait des travaux importants (détournement de cours d'eau) effectués par les Irakiens dans la

région de Bassora, afin de contraindre l'avance iranienne. Fend accuse Riza d'avoir remis ce dossier aux représentants de l'Iran aux Nations unies, après avoir repoussé les offres de services de sa société. Interrogé par la presse américaine, Iqbal Riza déclare